

Art. 2. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 avril 2007.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
G. VAN HENGEL

Art. 2. De Minister van Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 april 2007.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VAN HENGEL

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 2677

[C — 2007/31261]

26 AVRIL 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale; modifié par les arrêtés du 25 avril 2002, du 19 septembre 2002 et ceux du 26 septembre 2002, et par les arrêtés des 30 avril 2003, 3 juillet 2003, 24 mars 2005 et 23 février 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mars 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mai 2006;

Vu le protocole du comité du secteur XV n° 2006/9 du 17 août 2006;

Vu l'avis n° 41.791/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 février 2007;

Sur la proposition du ministre de la Fonction publique;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Chapitre VII du Titre II du Livre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, comprenant les articles 24 et 24bis, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre VII. Des commissions de sélection et de la commission d'évaluation

Article 24. Il est créé des commissions de sélection compétentes en vue de l'attribution des emplois de mandat visés à l'article 81. Les commissions de sélection sont composées en fonction des emplois de mandat à attribuer et comprennent, chacune, cinq membres au moins et sept membres au plus.

Le Gouvernement, sur la proposition du ministre, désigne les membres de chacune des commissions de sélection chaque fois qu'un emploi de mandat visé à l'article 81 est déclaré vacant et désigne le président parmi ceux-ci. Les membres des commissions de sélection disposent d'une expertise en rapport avec les matières qui relèvent de l'emploi de mandat à attribuer et/ou en rapport avec le management du secteur public. La désignation des membres des commissions de sélection est limitée à la procédure de sélection pour laquelle ils ont été désignés.

Les deux tiers au plus des membres de chacune des commissions de sélection appartiennent au même sexe.

Pour l'ensemble des commissions de sélection, le ministre :

1° désigne deux secrétaires effectifs et deux secrétaires suppléants de rôle linguistique différent;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 2677

[C — 2007/31261]

26 APRIL 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Bijzondere Wet van 12 januari 1989, met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de besluiten van 25 april 2002, van 19 september 2002 en deze van 26 september 2002 en de besluiten van 30 april 2003, 3 juli 2003, 24 maart 2005 en 23 februari 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 maart 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 17 mei 2006;

Gelet op het protocol nr. 2006/9 van Sector XV van 17 augustus 2006;

Gelet op het advies nr. 41.791/4 van de Raad van State, gegeven op 21 februari 2007;

Op voorstel van de minister van Ambtenarenzaken;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Hoofdstuk VII van Titel II van Boek I van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bestaande uit de artikelen 24 en 24bis, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Hoofdstuk VII. De selectiecommissies en de evaluatiecommissie

Artikel 24. Met het oog op de toekenning van de mandaatbetrekkingen bedoeld in artikel 81, worden er hiertoe bevoegde selectiecommissies opgericht. De selectiecommissies worden samengesteld in functie van de te begeven mandaatbetrekkingen en bestaan elk uit ten minste vijf en ten hoogste zeven leden.

De Regering wijst op voordracht van de minister de leden van een selectiecommissie aan telkens als een mandaatbetrekking bedoeld in artikel 81, vacant wordt verklaard en duidt één onder hen aan als voorzitter. De leden van de selectiecommissies beschikken over expertise met betrekking tot de materies die ressorteren onder de te begeven mandaatbetrekking en/of met betrekking tot overheidsmanagement. De aanstelling van de leden van een selectiecommissie is beperkt tot de selectieprocedure waarvoor zij zijn aangesteld.

Ten hoogste twee derden van de leden van een selectiecommissie behoort tot hetzelfde geslacht.

De minister, voor het geheel van de selectiecommissies :

1° duidt twee effectieve en twee plaatsvervangende secretarissen aan die tot een verschillende taalrol behoren;

2° fixe l'allocation accordée au président et aux membres;

Le Gouvernement établit, sur la proposition du ministre, le règlement d'ordre intérieur des commissions de sélection.

Les commissions de sélection remplissent les missions qui leur sont assignées par le présent arrêté.

Le Gouvernement peut, sur la proposition du ministre, désigner un bureau externe de sélection et d'assessment pour assister la commission de sélection dans ses activités.

Art. 24bis. Quiconque aurait un intérêt en quelle que qualité que ce soit dans la procédure de sélection ne peut être désigné comme membre de la commission de sélection.

Les membres de la commission de sélection sont liés par le secret en ce qui concerne les débats et délibérations ainsi que pour toute information dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leur mission.

Art. 24ter. Il est créé une commission d'évaluation chargée de l'évaluation des titulaires de mandat visée à l'article 127. La commission d'évaluation est composée de sept membres qui disposent d'une expertise en rapport avec le management du secteur public et qui ne ressortissent pas aux services qui relèvent de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Gouvernement, sur la proposition du ministre, désigne les membres de la commission d'évaluation ainsi que le président parmi ceux-ci. Le gouvernement désigne également sur proposition du ministre quatre membres suppléants qui répondent aux mêmes critères que les membres effectifs. En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre, un suppléant est désigné par le président. En cas d'absence du président, la présidence est attribuée au plus âgé des membres effectifs présents.

Les membres sont désignés pour une période de cinq ans. Leur désignation est renouvelable.

Les deux tiers au plus des membres appartiennent au même sexe.

Le ministre désigne deux secrétaires effectifs et deux secrétaires suppléants de rôle linguistique différent pour assister la commission d'évaluation.

Le ministre fixe l'allocation accordée au président et aux membres de la commission d'évaluation.

Le Gouvernement établit, sur la proposition du ministre, le règlement d'ordre intérieur des commissions d'évaluation.

La commission d'évaluation remplit les missions qui lui sont assignées par le présent arrêté. Le Gouvernement peut lui confier des compétences supplémentaires.

Les membres de la commission d'évaluation qui en quelle que qualité que ce soit seraient concernés par un dossier examiné par la commission s'abstiennent de siéger.

Les membres de la commission d'évaluation sont liés par le secret en ce qui concerne les débats et délibérations ainsi que pour toute information dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice de leur mission. ».

Art. 2. Un article 30bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 30bis. Les mandats des rangs A4, A5, A6. et A7 sont déclarés vacants par procédure ouverte, lors de laquelle des candidats internes et externes concourent en même temps.

Il y lieu d'entendre par candidats externes, tous les autres candidats que les membres du personnel statutaire du ministère et des organismes d'intérêt public visés à l'article 2, § 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002. portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Sans préjudice de l'application de la loi du 3. juillet 1978 relative aux contrats de travail, le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles les candidats externes peuvent recevoir un mandat au ministère. ».

2° bepaalt de vergoeding toegekend aan de voorzitter en de leden van de selectiecommissies;

De Regering, op voorstel van de minister, stelt het huishoudelijk reglement van de selectiecommissies op.

De selectiecommissies vervullen de opdrachten die hen worden toegewezen door dit besluit.

De Regering kan, op voordracht van minister, een extern selectie- en assessmentbureau aanstellen dat de selectiecommissie ondersteunt in zijn werkzaamheden.

Art. 24bis. Niemand kan worden aangeduid tot lid van een selectiecommissie die in welke hoedanigheid dan ook belang heeft bij de desbetreffende selectieprocedure.

De leden van de selectiecommissies zijn gebonden tot geheimhouding omtrent de beraadslagingen en besluiten alsmede aangaande elke inlichting waarvan zij kennis zouden hebben gekregen bij het uitvoeren van hun opdracht.

Art. 24ter. Met het oog op de evaluatie van de mandaathouders bedoeld in artikel 127 wordt er een evaluatiecommissie opgericht. De evaluatiecommissie bestaat uit zeven leden die beschikken over expertise met betrekking tot overheidsmanagement en die niet behoren tot diensten die ressorteren onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Regering wijst op voordracht van de minister de leden van de evaluatiecommissie aan alsook de voorzitter onder hen. De Regering wijst eveneens op voordracht van de minister vier plaatsvervangende leden aan die beantwoorden aan dezelfde criteria als de effectieve leden. Wanneer één van de leden afwezig of verhinderd is, wijst de voorzitter het plaatsvervangend lid aan dat hem zal vervangen. Wanneer de voorzitter afwezig is, komt het voorzitterschap toe aan het oudste effectieve lid.

De leden worden aangesteld voor een periode van vijf jaar. Hun aanstelling is hernieuwbaar.

Ten hoogste twee derden van de leden van de evaluatiecommissie behoort tot hetzelfde geslacht.

De minister duidt twee effectieve en twee plaatsvervangende secretarissen aan van verschillende taalrol om de evaluatiecommissie bij te staan.

De minister bepaalt de vergoeding toegekend aan de voorzitter en de leden van de evaluatiecommissie.

De Regering, op voorstel van de minister, stelt het huishoudelijk reglement van de evaluatiecommissies op.

De evaluatiecommissie vervult de opdrachten die haar worden toegewezen door dit besluit. De Regering kan haar bijkomende bevoegdheden toewijzen.

Leden van de evaluatiecommissie die in welke hoedanigheid dan ook bij een door de commissie onderzocht dossier betrokken zijn, onthouden zich van zitting.

De leden van de evaluatiecommissie zijn gebonden tot geheimhouding omtrent de beraadslagingen en besluiten alsmede aangaande elke inlichting waarvan zij kennis zouden hebben gekregen bij het uitvoeren van hun opdracht. ».

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 30bis ingevoegd, luidende :

« Art. 30bis. De mandaten van rang A4, A5, A6. en A7 worden vacant verklaard via een open procedure, waarbij gelijktijdig interne en externe kandidaten meedingen.

Onverminderd de toepassing van de wet van 3. juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten bepaalt de Regering de modaliteiten volgens dewelke de externe kandidaten een mandaat kunnen opnemen bij het ministerie alsook de modaliteiten. ».

Art. 3. L'article 82 du même arrêté est abrogé.

Art. 4. L'article 83, deuxième alinéa du même arrêté est remplacé comme suit :

« Il y a lieu d'entendre par autorité :

1° pour un mandat de rang A4 : le directeur général de l'administration dans laquelle se situe l'emploi de mandat et le ministre fonctionnellement compétent;

2° pour un mandat de rang A5 : le secrétaire général, le secrétaire général adjoint et le Gouvernement sur proposition du(des) ministre(s) fonctionnellement compétent(s);

3° pour un mandat de rang A6 et A7 : le Gouvernement sur proposition du ministre. »

Art. 5. L'article 86, deuxième alinéa du même arrêté est remplacé comme suit :

« L'agent qui termine son mandat peut prolonger celui-ci dans les conditions prévues à l'article 129, § 2. »

Art. 6. L'article 88, première alinéa du même arrêté est remplacé comme suit :

« Les mandats des rangs A4, A5, A6 et A7 sont ouverts aux agents du niveau A qui comptent au moins douze années d'ancienneté de niveau A ou qui disposent d'une expérience d'au moins six ans dans une fonction dirigeante.

Par expérience dans une fonction dirigeante on entend l'expérience en matière de gestion dans un service public ou dans une organisation du secteur privé. »

Art. 7. A l'article 88ter du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux § 1^{er} et § 2, les mots « Le Conseil supérieur » sont remplacés par les mots « La commission de sélection »;

2° au § 2, deuxième alinéa, les mots « vingt jours ouvrables » sont remplacés par les mots « trente jours »;

3° au § 3, le 4° est supprimé.

Art. 8. L'article 88quater du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 88quater. § 1^{er}. La commission de sélection vérifie les conditions générales et particulières d'admissibilité des candidats.

Les candidats qui ne satisfont pas à ces conditions sont exclus de la sélection par décision motivée de la commission. Cette décision est notifiée aux candidats exclus par lettre recommandée à la poste.

Dans les quinze jours qui suivent cette notification, chaque candidat peut introduire une réclamation par lettre recommandée à la poste auprès du Président de la commission et peut demander à être entendu. Le candidat peut se faire assister par une personne de son choix.

Après examen de la réclamation, la commission statue définitivement sur l'admissibilité et notifie sa décision par lettre recommandée.

Lorsque la commission statue sur les conditions d'admissibilité des candidats, le délai prévu pour rendre son avis commence à courir à partir du jour où la commission s'est prononcée définitivement sur les conditions d'admissibilité.

§ 2. La commission de sélection invite les candidats à un entretien.

En ce qui concerne les emplois de mandat de rang A4, la commission de sélection entend le mandataire de rang A5, A6 ou A7 ayant dans ses attributions les matières relevant de l'emploi de mandat concerné, au sujet des compétences générales et du profil de fonction de l'emploi à pourvoir.

La commission de sélection émet un avis motivé sur le degré d'adéquation des compétences, d'aptitude relationnelle et de management de chaque candidat par rapport aux éléments contenus dans la demande d'avis visée à l'article 88ter, § 3.

Après comparaison des titres et mérites des candidats, les candidats sont inscrits soit dans le groupe A « apte », soit dans le groupe B « pas apte ».

Dans le groupe A, les candidats sont classés. Quand les candidats sont jugés équivalents, ils sont classés ex aequo.

Art. 9. Les articles 89 jusqu'à 92 du même arrêté sont supprimés.

Art. 3. Artikel 82 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 83, tweede lid van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Onder overheid moet worden verstaan :

1° voor een mandaat van rang A4 : de directeur-generaal van het bestuur waartoe de mandaathouder behoort en de functioneel bevoegde minister;

2° voor een mandaat van rang A5 : de secretaris-generaal, de adjunct-secretaris-generaal en de Regering op voorstel van de functioneel bevoegde minister(s);

3° voor een mandaat van rang A6 en rang A7 : de Regering, op voorstel van de minister. »

Art. 5. Artikel 86, tweede lid van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De ambtenaar die zijn mandaat beëindigt kan dit verlengen volgens de voorwaarden voorzien in artikel 129, § 2. »

Art. 6. Artikel 88, eerste lid van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De mandaten van rang A4, A5, A6 en A7 staan open voor ambtenaren van niveau A die ten minste twaalf jaar anciënniteit van niveau A hebben of ten minste zes jaar leidinggevende ervaring hebben.

Onder leidinggevende ervaring wordt verstaan ervaring inzake het beheer in een overheidsdienst of in een organisatie uit de privésector. »

Art. 7. In artikel 88ter van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 en § 2, worden de woorden « hoge raad » vervangen door het woord « selectiecommissie »;

2° in § 2, tweede lid worden de woorden « twintig werkdagen » vervangen door de woorden « dertig dagen »;

3° in § 3 wordt het 4° geschrapt.

Art. 8. Artikel 88quater van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 88quater. § 1. De selectiecommissie controleert de algemene en bijzondere toelatingsvoorwaarden van de kandidaten.

De kandidaten die niet voldoen aan deze voorwaarden worden van de selectie uitgesloten door een gemotiveerde beslissing van de selectiecommissie. Deze beslissing wordt aan de uitgesloten kandidaten meegedeeld per aangetekend schrijven.

Binnen de vijftien dagen die volgen op deze officiële kennisgeving kan iedere kandidaat bezwaar aantekenen per aangetekend schrijven aan de voorzitter van de selectiecommissie en kan hij vragen gehoord te worden. De kandidaat kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Na onderzoek van het bezwaar doet de selectiecommissie een definitieve uitspraak over de toelaatbaarheid en deelt haar beslissing mee per aangetekend schrijven.

Wanneer de selectiecommissie een uitspraak doet over de toelatingsvoorwaarden van de kandidaten, begint de termijn voorzien om zijn advies te geven te lopen vanaf de dag waarop de commissie een definitieve uitspraak heeft gedaan over de toelatingsvoorwaarden.

§ 2. De selectiecommissie nodigt de kandidaten uit voor een gesprek.

Wat betreft de mandaatbetrekkingen van rang A4, hoort de selectiecommissie de mandaathouder van rang A5, A6 of A7 onder wiens bevoegdheid de materies vallen die afhangen van de betrokken mandaatbetrekking, met betrekking tot de algemene competenties en het functieprofiel van de te begeven betrekking.

De selectiecommissie geeft een gemotiveerd advies over de gelijkwaardigheidsgraad van de competenties, van de relationele en managementvaardigheden van iedere kandidaat met betrekking tot de elementen vervat in het verzoek om advies bedoeld in artikel 88ter, § 3.

Na een vergelijking van de diploma's en de verdiensten van de kandidaten, deelt de selectiecommissie de kandidaten in hetzij in groep A « geschikt » hetzij in groep B « niet geschikt ».

In de groep A worden de kandidaten gerangschikt. Als geoordeeld wordt dat ze gelijkwaardig zijn, worden ze ex aequo gerangschikt.

Art. 9. De artikelen 89 tot en met 92 van hetzelfde besluit worden geschrapt.

Art. 10. L'article 93 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 93. Le Gouvernement désigne les mandataires parmi les candidats du groupe A. Il motive sa décision. ».

Art. 11. L'article 128 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 128. La commission d'évaluation évalue le mandataire sur la manière dont il a exercé le mandat.

Elle prend connaissance du rapport rédigé par le mandataire et invite celui-ci à un entretien d'évaluation.

La mention « favorable » est attribuée au mandataire lorsque celui-ci atteint pleinement les objectifs qui lui ont été assignés au début de son mandat.

La mention « satisfaisant » est attribuée au mandataire lorsque les objectifs ont été partiellement réalisés par lui.

La mention « défavorable » est attribuée au mandataire lorsque les objectifs n'ont pas ou peu été réalisés.

Dans son évaluation, la commission d'évaluation doit tenir compte des circonstances imprévisibles ou indépendantes, qui ont rendu impossible la réalisation totale ou partielle des objectifs fixés.

L'évaluation est notifiée à l'évalué par lettre recommandée à la poste. »

Art. 12. L'article 129 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 129. § 1^{er}. Une première évaluation a lieu deux ans après le début du mandat.

Au cas où cette évaluation se termine par la mention « défavorable », une évaluation complémentaire a lieu après six mois qui suivent cette première évaluation. Si la mention attribuée au mandataire à l'issue de l'évaluation complémentaire est défavorable, son mandat prend fin définitivement et il ne peut participer à une nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

§ 2. Une seconde évaluation a lieu six mois avant la fin du mandat.

Si, à l'issue de cette seconde évaluation, la mention attribuée au mandataire est « favorable », le Gouvernement peut renouveler son mandat sans qu'il soit procédé à une nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe. Le mandataire établit, à l'occasion du renouvellement de son mandat, un plan de gestion tel que visé à l'article 83, alinéa 1^{er}, qui tient compte des objectifs à atteindre fixés par l'autorité.

Si la mention attribuée au mandataire est « satisfaisant », son mandat n'est pas renouvelé mais il peut participer à la nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe.

Si la mention attribuée au mandataire est « défavorable », son mandat prend fin définitivement et il ne peut participer à la nouvelle procédure de désignation au poste de mandat qu'il occupe. »

Art. 13. A l'article 130 du même arrêté, la deuxième et troisième alinéa sont remplacées par une alinéa, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement statue sur le recours d'un mandataire. »

Art. 14. A l'article 131 du même arrêté, les mots « conseil de direction ou le » sont supprimés.

Art. 15. A l'article 416 du même arrêté, les mots « le Conseil supérieur » sont remplacés par les mots « la commission d'évaluation ».

Art. 16. Les articles 417 et 418 du même arrêté sont supprimés.

Art. 17. Un article 451octies est inséré dans le même arrêté, rédigé comme suit :

« Art 451octies. Par dérogation à l'article 30bis, le Gouvernement ouvre les mandats des rangs A4, A5, A6 et A7 simultanément aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuel du secteur public, aux membres du personnel d'une assemblée parlementaire et aux membres du personnel des Conseils des commissions communautaires.

La dispositions visée à l'alinéa 1^{er} ne s'applique qu'une seule fois à titre transitoire lors de la première déclaration de cavance desdits emplois.

Art. 10. Artikel 93 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 93. De Regering duidt de mandaathouders aan onder de kandidaten van groep A. Ze motiveert haar beslissing. ».

Art. 11. Artikel 128 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 128. De evaluatiecommissie evalueert de mandaathouder over de wijze waarop hij het mandaat heeft uitgeoefend.

Ze neemt kennis van het verslag opgesteld door de mandaathouder en nodigt deze uit voor een evaluatiegesprek.

De vermelding « gunstig » wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer deze de doelstellingen die hem bij het begin van zijn mandaat werden opgedragen heeft bereikt.

De vermelding « voldoende » wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer hij de doelstellingen gedeeltelijk heeft bereikt.

De vermelding « ongunstig » wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer de doelstellingen niet of in zeer geringe mate zijn gerealiseerd.

In zijn evaluatie moet de evaluatiecommissie rekening houden met onvoorziene omstandigheden of omstandigheden, die het geheel of gedeeltelijk realiseren van de vastgestelde objectieven onmogelijk hebben gemaakt.

De evaluatie wordt aan de geëvalueerde meegedeeld bij aangetekend schrijven. »

Art. 12. Artikel 129 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 129. § 1. Een eerste evaluatie heeft plaats twee jaar na het begin van het mandaat.

Indien bij deze evaluatie de vermelding « ongunstig » wordt weerhouden heeft een bijkomende evaluatie plaats zes maanden na deze eerste evaluatie. Als de bijkomende evaluatie van de mandaathouder eveneens ongunstig is wordt zijn mandaat definitief beëindigd en kan hij niet deelnemen aan een nieuwe toekenningsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt.

§ 2. Een tweede evaluatie heeft plaats zes maanden voor het einde van het mandaat.

Indien op het einde van deze tweede evaluatie de mandataris de vermelding « gunstig » bekomt, dan kan de Regering zijn mandaat verlengen zonder dat er wordt overgegaan tot een nieuwe toekenningsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt. De mandaathouder stelt, bij de hernieuwing van zijn mandaat, een beheersplan op zoals bedoeld in artikel 83, eerste lid, dat rekening houdt met de te bereiken doelstelling vastgelegd door de overheid.

Indien de mandaathouder de vermelding « voldoende » bekomt, dan wordt zijn mandaat niet verlengd maar kan hij deelnemen aan een nieuwe toekenningsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt.

Indien de mandaathouder de vermelding « ongunstig » bekomt, dan wordt zijn mandaat definitief beëindigd en kan hij niet deelnemen aan de nieuwe toekenningsprocedure voor het mandaat dat hij bekleedt. »

Art. 13. In artikel 130 van hetzelfde besluit worden het tweede en derde lid vervangen door één lid, luidende :

« De Regering spreekt zich uit over het beroep van een mandaathouder. ».

Art. 14. In artikel 131 van hetzelfde besluit worden de woorden « directieraad of de » geschrapt.

Art. 15. In artikel 416 van hetzelfde besluit worden de woorden « Hoge Raad » vervangen door het woord « evaluatiecommissie ».

Art. 16. De artikelen 417 en 418 van hetzelfde besluit worden geschrapt.

Art. 17. Een artikel 451octies wordt ingevoerd in hetzelfde besluit, luidende als volgt :

« Art. 451octies. In afwijking van artikel 30bis stelt de Regering de mandaten van rang A4, A5, A6 en A7 gelijktijdig open voor de statutaire ambtenaren en de contractuele personeelsleden van de openbare sector, voor personeelsleden van een parlementaire vergadering en voor personeelsleden van de raden van de gemeenschapscommissies.

De bepaling bedoeld in het eerste lid is slechts één maal van toepassing bij wijze van overgangsmaatregel bij de eerste vacantverklaring van deze betrekkingen.

S'il y a, lors de la première déclaration de vacance d'un emploi de mandat, insuffisamment de candidats jugés aptes, ledit emploi de mandat est déclaré vacant par procédure ouverte, visée à l'article 30bis. »

Art. 18. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 avril 2007.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VAN HENGEL

Indien er bij de eerste vacantverklaring van een mandaatbetrekking onvoldoende geschikt bevonden kandidaten zijn, wordt de betrokken mandaatbetrekking vacant verklaard via een open procedure, zoals bedoeld in artikel 30bis. »

Art. 18. De Minister bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 april 2007.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VAN HENGEL

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 2678

[C - 2007/31262]

26 AVRIL 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juin 2006;

Vu le protocole du Comité de Secteur XV n° 2006/13 du 17 août 2006;

Vu l'avis n° 41.789/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 février 2007;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 février 2003 portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juin 2006 est complété comme suit :

« 4° pourvoir, dans le cadre de l'attribution d'emplois de mandats, à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter. »

Art. 2. Le Ministre de la Fonction Publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 avril 2007.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VAN HENGEL

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 2678

[C - 2007/31262]

26 APRIL 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Bijzondere Wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2006;

Gelet op het protocol van Sectorcomité XV nr. 2006/13 van 17 augustus 2006;

Gelet op het advies nr. 41.789/4 van de Raad van State, gegeven op 21 februari 2007;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Openbaar Ambt,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 februari 2003 tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2006, wordt aangevuld als volgt :

« 4° in het kader van de toekenning van mandaatbetrekkingen, te voorzien in de uitvoering van taken die een bijzondere kennis of ruime ervaring op hoog niveau vereisen, beide relevant voor de uit te voeren taken. »

Art. 2. De Minister van Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 april 2007.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VAN HENGEL